



Le Jura Libre n° 2915 du jeudi 18 juin 2015

Editorial

Laurent Girardin

Des despotes peu éclairés

En acceptant récemment la motion Bühler-Dätwyler-von Känel contre l'avis de son gouvernement et de son parlement régional alibi, la majorité bourgeoise du Grosskanton a atteint un degré de stupidité qui dépasse l'entendement.

Chez certains politiciens bernois, on ne se débarrasse pas facilement des relents colonialistes du passé. On prend plaisir à exercer son pouvoir ; on veut montrer qui est le Maître, on veut imposer, commander, exiger et infliger. Quitte à se situer aux antipodes du bon sens ou à se trouver en parfaite contradiction avec son objectif avoué. On clame en effet vouloir mettre fin au plus vite à la Question jurassienne et on prend des décisions qui risquent de bloquer un processus politique initié il y a vingt ans et dont tous les observateurs s'accordaient jusqu'alors à dire qu'il s'était déroulé dans un climat empreint de respect et de sérénité.

Cela faisait tellement longtemps ! Nous en étions presque à désespérer de ces comportements despotiques bernois qui, depuis deux cent ans, ont tellement apporté d'eau au moulin du séparatisme jurassien. Parmi les interventions parlementaires les plus représentatives des débats sur la motion Bühler-Dätwyler-von Känel, nous en retiendrons quelques-unes qui illustrent à merveille cette volonté de promulguer des oukases : « Pourquoi faire une exception de plus ? » a proclamé le député Alfred Schneiter de Thierachern. Pour son collègue Christian Hadorn d'Ochlenberg, « il y a des règles qui s'appliquent aussi au Jura bernois et aux francophones de Bienne ». D'autres ne se sont pas fait prier pour déclarer que « les lois sont élaborées à Berne, pas à Moutier. »

Cette soif d'arrogance, d'orgueil et de suffisance d'une majorité du Grand Conseil bernois s'est illustrée par un combat gauche-droite qui a pris la Question jurassienne en otage, amputant les débats de tout esprit rationnel. Cela a du reste donné lieu à des réactions comiques comme celle du socialiste probernois Francis Dätwyler, signataire de la motion, qui a finalement rejeté son propre texte lors de la votation.

Autre élément non moins amusant : Le Conseil du Jura berné (CJB), micro-parlement régional réduit au rôle de leurre institutionnel et dirigé par une majorité bourgeoise probernoise, avait été préalablement appelé à donner son avis sur la décision du gouvernement bernois de ne pas donner suite à la motion Bühler-Dätwyler-von Känel et l'avait approuvée. Or, depuis le diktat du Grand Conseil et au vu des circonlocutions de certains de ses membres, une majorité du CJB devrait s'empresse de changer d'avis, n'hésitant pas une fois de plus à discréditer l'institution.

Le siècle des Lumières avait connu le despotisme éclairé, bien loin du despotisme éteint de la droite parlementaire bernoise. Pour paraphraser l'écrivain français Paul Claudel, nous dirons que « quand un Bernois a des idées, il veut les imposer aux autres et quand il n'en a pas, il le veut tout de même ».